

## LES CHRETIENS DE GAUCHE DE 1945 A NOS JOURS.

*-Une simple mise en forme de notes, non validées par les intervenants au Colloque-*

Les 12 et 13 mars 2015 les Professeurs J.F. Petit de la Faculté de Philosophie et B. Bourdin de la Faculté de Sciences Sociales et Economiques ont organisé à L'Institut Catholique de Paris sous ce titre, immédiatement contesté, un colloque qui a rassemblé des militants étonnés d'être l'objet même du débat et des universitaires, autour de grands témoins porteurs aujourd'hui de responsabilités associatives politiques ou ecclésiales majeures, confrontés aux analyses d'historiens, sociologues et autres politologues ayant travaillé sur cette « Gauche du Christ » décrite dans une somme (1) dont le colloque n'aborda que certains éléments.

C'est JF Petit qui a rappelé les paradoxes qui ont structuré les problématiques traitées : « Chrétiens de gauche » une dénomination reçue de l'extérieur pour caractériser des hommes à qui Vatican II a semblé avoir donné raison ; des hommes qui ont paru, de 1945 à 1968, dominer la pensée politique quand celle-ci affirmait un ancrage spirituel : actifs dans l'Action Catholique, bien relayés par la presse. Des hommes dont certains, ces « Cathos de Gauche », semblent avoir méconnu la spécificité des champs politiques et religieux. Leur engagement social et politique fut souvent une sortie de la référence religieuse, quand ils s'éloignèrent de l'ancrage du politique dans le spirituel que Jaurès n'avait pas laissé au seul Péguy.

Guy Coq décrit la Renaissance qui permit de dépasser deux siècles de combat entre une droite catholique et une gauche agnostique, grâce au travail de Mounier : « Feu la chrétienté » un constat stimulant, l'Eglise n'est pas chargée de la Cité, mais le croyant est présent en politique, et il le fut en France à gauche dans un long travail de restructuration politique qui s'acheva à Epinay. JM Donegani a rappelé que La dimension spirituelle de l'engagement suppose de la créativité et génère des tensions.

Jérôme Vignon, après avoir mentionné que les Semaines Sociales furent créées en 1904 (!) rappelle la mutation de 1983 : en France, comme cela avait été fait ailleurs en Europe, ancrer le social dans l'économique c'est abandonner tout lyrisme à résonance idéologique et s'efforcer par la créativité pragmatique d'un J.Delors de dessiner des chemins de justice. Aujourd'hui l'absolutisation du politique provoque des contournements, ainsi du populisme qui disqualifie le politique, et du militantisme associatif qui le relativise. Pour lui les chrétiens engagés à gauche peuvent contribuer à réarticuler le politique et la société, et l'intuition du Christianisme Social est toujours d'actualité, alors même que le problème social a disparu du débat public, et que le primat des droits individuels marginalise toute priorité au Bien Commun. Les Chrétiens sont porteurs d'une anthropologie qui permet le progrès social.

C'est JL Schlegel qui compléta cette proposition par le rappel des tensions. Condamnation des rapports avec le communisme par l'Encyclique « Divini redemptoris » en 1937. Condamnation des prêtres ouvriers (1954). Déchirures violentes autour de l'Algérie. La montée d'une « deuxième » gauche autour de ce qui deviendra le PSU et son instrumentalisation par F. Mitterrand rend peu visible l'apport des croyants alors même que leur présence, déconfessionnalisée, est forte. Mais ils restent suspects de ce que Merleau-Ponty appellera leur caractère « incertain », jugement politique négatif, ou reconnaissance de leur relativisation des seuls critères politiques ?

J. Le Goff montrera la richesse de leur posture en s'appuyant sur l'efficacité du non conformisme de J. Delors ou M. Rocard, voire E. Maire. L'engagement s'accompagne d'un mouvement de dégagement (systole/diastole) dira Mounier. Cela suppose une critique du tout-politique, car ce champ ne peut résumer le social qui lui est antérieur, ni englober l'utopie, afin de respecter les libertés. Le réalisme militant mêle prophétisme et éthique de responsabilité. Il y a dans ce pluralisme dans l'engagement comme une approche trinitaire : de l'un dans la pluralité, de la pluralité dans l'un. Ce qui suppose que l'attitude chrétienne en politique privilégie le partage des choix, la modestie, l'allergie au manichéisme, l'attention à la laïcité valeur libératrice, et le sens du bien commun.

La période est marquée par des dynamiques contradictoires. L'apogée des sciences humaines renvoie l'Eglise au statut de dernier appareil idéologique d'Etat (Althusser). La dynamique marxiste propose une lecture matérialiste de St Marc (F. Bello) ; la contestation pourrait s'appuyer sur la libération du Peuple élu donnant naissance à un gauchisme chrétien : ces contrecoups après 1968 peuvent avoir l'importance de la théologie de la libération (1971) ou s'étioler dans des mouvements plus marginaux (le Parvis). L'Eglise établie mène alors des combats directement politiques autour de la famille et de l'école privée, mais elle prend acte de la déconfessionnalisation du syndicalisme d'origine chrétienne, et renonce au « mandat » qui caractériserait l'action des chrétiens engagés. Cette renonciation progressive à l'injonction politique laisse ouvert la question de son éventuelle intervention directe dans les questions relevant de l'éthique publique. Tout se passe comme si la lecture droite /gauche était entrée dans l'église. Un peuple chrétien plutôt à droite y croise des croyants engagés dans l'église et plutôt à gauche. Le détour proposé par Rainer Horn vers les pays voisins montre que les intuitions francophones sont remises en cause par l'originalité théologique allemande et la variété des situations politiques (Italie, Espagne).

Le théologico-politique relève d'un dilemme : il n'y a pas de vision chrétienne du politique mais l'incarnation impose au chrétien d'être dans l'histoire. En conclusion de cette relecture historique Guy Coq a décrit une église qui pourrait aller plus loin dans cette déconfessionnalisation. Mounier, Ricœur et Levinas nous ont dit la personne, François met en avant l'écriture qui dit l'amour dans la relation : l'Eglise a renoncé à la prescription politique, peut-elle accepter l'autonomie morale de l'homme ?

Au titre des fondements de tout positionnement politique, Mgr H. Simon, évêque de Clermont, rappelle la prégnance des problématiques paradoxales issues de la Révolution et de la Terreur, (exercée « au nom de la Liberté ») qu'il faut connaître et dépasser. Il constate que nous naissons citoyens avant de devenir chrétiens, un choix dont l'exercice repose sur l'image proposée par Ricœur pour qui les valeurs séparées de l'expérience spirituelle qui les fondent sont comme des fleurs coupées.

L'Eglise en France a été profondément déstabilisée par la mutation de la société française et les drames politiques vécus depuis 1950 ; elle n'a pas su accompagner ces mutations. Les chrétiens de gauche se sont retrouvés dans toutes les sensibilités, du cryptocommunisme à la social-démocratie et aux mouvements alternatifs. Les chrétiens doivent aujourd'hui reprendre la parole dans la société civile notamment pour défendre la laïcité cadre du libre exercice des cultes en acceptant, rappelle PY Materné, ce que JB Metz nous dit de la nécessaire pluralité des engagements dans la cité.

L'agir en chrétien et non en tant que chrétien de Maritain est développé par JM Donegani : distinction des champs politiques et religieux, qui relèvent l'un et l'autre du débat. Primat de la collégialité dans l'analyse et l'action. L'engagement de ces minorités est d'abord analyse sociale qui est ensuite intégrée dans la cohérence d'un récit religieux.

L'intervention de Fr. Soulage donne toute sa dimension à l'action sociale où les croyants sont si présents: ce mode majeur de l'action politique place l'Eglise devant ses responsabilités, quand l'option préférentielle pour les pauvres remet en cause le système économique. Et l'exercice de l'action sociale peut être renversement du jeu des acteurs quand « l'action pour » devient « action avec ». L'exercice « Diaconia » a permis de poser : « personne n'est trop pauvre pour n'avoir rien à partager » .L'écoute de la parole des plus pauvres, de ceux qui sont les plus loin de l'emploi, de l'éducation ,du logement... est une attitude chrétienne qui peut créer des tensions avec une gauche qui a la conviction de détenir une vérité .Passer de la maintenance sociale à la transformation sociale. Cette attitude progressiste ne tolère aucun manichéisme. Le chrétien célèbre les sacrements/annonce la Parole /sert ses frères.

D. Potier porte d'emblée un jugement d'homme politique : accoler « chrétiens » et « de gauche »est une commodité de langage qui les affaiblit dans les deux camps, c'est méconnaître l'autonomie des deux sphères (le christianisme supporte mal les adjectifs).Pour autant il propose aux croyants de ré inspirer la République en osant refonder des camps, des périmètres différents. Il cite la lutte pour la régulation internationale (paradis fiscaux, responsabilité des sous-traitants, souveraineté des Etats sur le droit du vivant...) il a créé Esprit Civique, lieu de dialogue entre le parlement et la société civile. Au moment où François est un printemps pour l'Eglise, et face à ce faussaire de l'espérance qu'est le FN nous devons travailler l'hybridation entre les postures : le politique, le caritatif : cette nécessaire biodiversité des acteurs fondera la résilience à gauche.

Développant une interpellation de JB de Foucauld E. Vinson constate que la nécessaire réconciliation de la gauche avec le spirituel, pas facile en France, doit reconnaître le rôle du religieux, médiation entre le spirituel et le politique .S'appuyer sur Jaurès pour combattre le dogmatisme caché derrière les matérialismes, cela suppose le courage du non conformisme. Cette présence du spirituel en politique peut être celle de Gandhi, de Martin Luther King, de Simone Weil, avec leur éthique politique exigeante, ou bien celle de De Gaulle et de Delors, voire de Rocard. Loin du néo mollétisme ambiant. Aujourd'hui la dimension spirituelle de la lutte sociale passe par une conversion préalable à la transition écologique, car le libéralisme apparaît bien comme ...sans Foi ...ni Loi.

B. Bourdin dans son exorde final a rappelé la tension entre des termes : la crise du progressisme ne permet plus de qualifier ainsi le christianisme engagé. Le christianisme se transmet par des médiations nécessaires qui supposent que le chrétien sache garder une distance critique. Praxis, et distance critique. B Bourdin se réjouit que l'acteur politique se méfie des chrétiens , l'obligation de fraternité nous oblige à l'accueil de la diversité : il n'y a pas de parti de l'Eglise même si il doit y avoir un consensus anthropologique entre chrétiens. Pluralité dans l'unité.

PHILIPPE SEGRETAIN

(1) A la Gauche du Christ, les Chrétiens de Gauche en France de 1945 à nos jours. Denis Pelletier, Jean-Louis Schlegel, Seuil 2012.

